

Le gouvernement ne donne pas la moindre espérance de vouloir réformer la Constitution. Sa haine contre l'Eglise ne fait que croître. On dit que l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Morrow, ayant voulu faire observer à Calles combien il serait nécessaire de trouver un arrangement pour la question religieuse, le président lui répondit avec hauteur : "La question religieuse est une question purement intérieure; je ne permets à aucun gouvernement étranger de s'en mêler." Il n'y a donc aucun espoir de s'entendre par des moyens pacifiques avec l'administration actuelle.

Cependant, les représentants des nations étrangères continuent à honorer ceux qui assassinent tout un peuple et à leur manifester toutes sortes d'égards, au moment même où viennent de se commettre d'horribles crimes comme celui du massacre public du P. Pro. Après cet effroyable assassinat, M. Morrow s'est promené à travers le pays, donnant des preuves de grande amitié au général Calles qui l'accompagnait. Tout le peuple du Mexique rend les Etats-Unis responsables de notre situation et manifeste la plus grande indignation contre un pays si peu humain.

Nos craintes.

Nous craignons que le peuple mexicain ne s'accoutume à vivre sans prêtres et que l'indifférentisme ne s'étende à l'excès dans le pays. Cela se produirait si la situation actuelle durait longtemps. A cause de la rigueur et de la dureté avec lesquelles le gouvernement punit toute parole qui lui est contraire, il est extrêmement difficile de publier les protestations épiscopales contre les atteintes aux droits de l'Eglise. Il s'ensuit qu'on ne trouve pas d'imprimerie qui consente à publier des documents de cette nature. Bien plus, la conservation de ces protestations manuscrites fait courir les plus graves dangers aux familles chrétiennes. La tyrannie s'est portée à d'incroyables excès.

Néanmoins, nous le répétons, évêques, clergé et fidèles, nous préférons tant et de si grandes souffrances, car, si nous perdons cette occasion de sauver la liberté de l'Eglise, celle-ci demeurera perpétuellement esclave.

Nous considérons comme très dangereux tout arrangement qui aurait pour principe d'abandonner le minimum de réclamations faites par l'épiscopat. Un arrangement quelconque, fait sur cette base, serait extrêmement douloureux pour le peuple chrétien qui, avec une si admirable abnégation, souffre cette horrible et inouïe tyrannie. Jamais il ne consentira à acheter au prix d'une abdication quelconque la liberté de sa conscience. Telle est l'opinion générale. Il y a des prêtres, en très petit nombre, qui s'élèvent contre cette sainte intransigeance; mais